

PROGRAMME RÉGIONAL DE LA FORÊT ET DU BOIS CONTRAT DE FILIERE

Diagnostic AFOM de la filière forêt-bois

Atouts

- Une filière complète sur le territoire entre l'amont, la première et la seconde transformation totalisant 55 000 emplois (2ème rang au niveau national) pour près de 10 000 entreprises et un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros
- Une activité essentiellement située en milieu rural et qui contribue à l'aménagement du territoire
- Une superficie forestière importante (33% du territoire, 12% de la surface forestière française), représentant 15 % du volume de bois sur pied et un potentiel de production élevé (7,3 m³/ha/an contre 5,8 au niveau national)
- Des écosystèmes forestiers producteurs d'aménités environnementales (qualité de l'eau, qualité de l'air, stockage de carbone, paysages,...)
- Une ressource forestière diversifiée et de qualité, gérée durablement (taux de certification PEFC fin 2014 : 60 %)
- Une prise en compte de la multifonctionnalité des forêts par les propriétaires et gestionnaires forestiers
- Des acteurs professionnels forestiers solides (ONF, coopératives, experts, CRPF, chambres d'agriculture, COFOR,...) constituant un réseau performant et optimal de mobilisation de la ressource
- Une récolte de bois conséquente (7,3 millions de m³/an en 2014, dont 42 % de BO), plaçant la région au deuxième rang national et au premier rang national pour la récolte de BO feuillu (27 %), BI (22%) et BE (25 %)
- Des entreprises de travaux forestiers nombreuses, investissant régulièrement et sensibles au respect de l'environnement
- Une contractualisation des ventes de bois bien engagée en Alsace et en Lorraine
- Une place prépondérante pour la production de sciages, avec 17 % des sciages au niveau national en 2014 (3ème rang) : 26 % des sciages de feuillus (1er rang), 24 % des sciages sapin/épicéa (4ème rang), 20 % des sciages de chêne, 3ème producteur de sciages de peuplier
- Un secteur de l'emballage et notamment de la palette important et qui permet la valorisation des produits de qualités intermédiaires
- Une industrie lourde importante (5 entreprises leader sur le territoire pour 2000 emplois directs)
- Des entreprises souvent de petites tailles, familiales qui s'adaptent plus facilement aux évolutions des marchés
- Un secteur de la construction bois dynamique (avec la région Bourgogne – Franche-Comté, une maison individuelle sur cinq est en bois) avec un important réseau de professionnels intégrant les dernières technologies, aux marchés diversifiés (avec la région Bourgogne – Franche-Comté, 30% du CA national de la construction bois)
- Des marchés de proximité (régionaux) importants sur certains territoires, notamment en matière de construction, d'aménagement, d'énergie, etc.

- Un pôle important de recherche, d'innovation et de transfert de technologies sur la filière forêt-bois (INRA, AgroParisTech, ENSTIB, IGN, ONF-RDI, IDF-CNPF, Pôles de compétitivité Fibres-EnergieVie et Industries-Agro-Ressources, CRITT Bois, PFT Bois)
- Un réseau unique en France d'établissements de formation sur les différents niveaux de qualification des métiers de la filière (du CAP au doctorat), qui a conduit notamment à la mise en place du campus des métiers et des qualifications bois
- Des démarches de dialogue, d'action collective et de structuration de la filière préexistantes (convention régionale d'objectifs Alsace 2011-2013, contrat de filière forêt-bois de Lorraine 2015-2020, EDEC Bois Lorraine 2012-2015,...)
- Des interprofessions reconnues, capables de faire émerger et de porter les actions stratégiques de la filière, dont le modèle d'organisation et d'action sera redéfini dans le cadre de la nouvelle région
- Des acteurs économiques qui savent se mobiliser autour de projets structurants (ex : FA3R)
- Un territoire d'innovation : région pilote pour eMOBOIS, unique fabricant français de machines de récolte, « première scierie » de feuillus de France,...

Faiblesses

- Le manque de valorisation des feuillus (69 % de la ressource en volume de bois sur pied)
- Un investissement sylvicole (régénération des peuplements, entretiens) en forte diminution (production de plants forestiers en baisse de 68 % pour les feuillus et de 46 % pour les résineux entre 2005 et 2015)
- Une forêt privée très morcelée, dont les bois sont difficiles à mobiliser
- Des inadaptations entre les essences et les stations forestières (chêne pédonculé sur plateau lorrain)
- Des catastrophes naturelles qui ont impacté fortement et durablement la ressource en bois (tempête de 1999)
- Le manque de bois de qualité (hêtre et chêne)
- Une grande fragilité des entreprises de travaux forestiers, insuffisamment structurées, soumises à une demande atomisée (absence de massification de l'offre) et volatile
- Une commercialisation du bois issu de forêt privée trop peu structurée (moins de 35% des volumes vendus par des circuits organisés de type coopératives, experts, groupements de services,..., et moins de 10% des volumes commercialisés par des contrats d'approvisionnement)
- Une inadéquation entre la ressource et certains besoins de l'industrie (feuillus/résineux, diamètre des bois, qualité des grumes,...)
- Une faiblesse de l'approvisionnement local et une offre de produits intermédiaires dans le domaine du bois construction existante mais encore insuffisante
- Un secteur de la scierie, notamment feuillue, manquant de capacité d'investissement pour développer de la valeur ajoutée, tournée essentiellement vers l'amont et insuffisamment vers l'aval
- Une insuffisance du transfert de technologie et de la R&D dans les PME (manque de visibilité des innovations potentielles) et de liens entre le sciage et les transformations ultérieures.
- Une attractivité limitée des métiers et des formations de la filière bois-forêt
- Une diminution régulière du nombre d'apprentis
- Le peu d'expériences et de projets liés à l'export
- Un manque de communications des entreprises vers leurs clients à la fois en BtoB et en BtoC (produits, services, prestations...)
- Une communication perfectible sur le bois, les métiers, les produits et les entreprises
- Une majorité d'entreprises de petites tailles
- Des taxations douanières inégales entre l'UE et la Chine
- La dépendance de certaines entreprises à un marché local ou de proximité

Opportunités

- Une réforme territoriale qui renforce le poids économique de la filière en région, ouvre de nouvelles perspectives et doit susciter des dynamiques plus affirmées d'action collective

- Des orientations nationales de filière (contrat CSF-Bois, PNFB, COP Etat-ONF-FNCOFOR, plan recherche et innovation 2025,...) qui donnent de l'impulsion
- Un impératif de contribution à la lutte contre le changement climatique et à la substitution des ressources fossiles
- Des orientations motrices dans le domaine de la transition énergétique à l'échelon national, offrant notamment des opportunités de développement de matériaux à faible impact carbone et renouvelables, de dynamisation des filières de l'écoconstruction et de l'éco-rénovation, ainsi que d'optimisation et de rationalisation des filières d'énergie renouvelable
- La possibilité de mobiliser du bois supplémentaire, en particulier en forêt privée et en Champagne-Ardenne
- Un intérêt du grand public pour l'emploi du matériau bois dans le logement et une sensibilité aux éco-matériaux
- Une forêt principalement publique : importance de l'ONF et de son maillage territorial, qui en font un acteur incontournable dans la mise en place de politiques structurantes en forêt
- Un réseau important d'acteurs de la mobilisation des bois (ETF, exploitants, transporteurs,...)
- Un réseau d'entreprises de taille industrielle (scieries, industries du panneau et du papier, bois-construction,...), qui proposent des produits répondant à l'ensemble des marchés et présentent de fortes potentialités pour renforcer la structuration de la filière
- La présence de zones frontalières importantes, qui favorisent les échanges commerciaux et dynamisent la filière
- Une transition des marchés du bois vers des produits plus élaborés et à plus forte valeur ajoutée notamment pour la construction-bois (19 % de part de marché pour les maisons individuelles contre 14% au niveau national)
- Une volonté affirmée des entreprises et des collectivités pour développer les approvisionnements en circuit-court
- Le volontarisme des dynamiques territoriales de développement forestier portées par différents acteurs, dont les collectivités locales (chartes forestières de territoire, pôles d'excellence rurale, plans de développement de massifs, plans d'approvisionnement territorial, groupes d'action locale dans le cadre du FEADER,...)
- Des massifs forestiers emblématiques, valorisables en termes d'image et de réponse aux attentes sociales
- Un projet de parc national forestier ouvrant des opportunités en termes d'activité scientifique, de recherche et d'innovation, au-delà de l'enjeu économique local pour la filière forêt-bois, le tourisme, les produits du terroir,...
- Le développement des achats par de nouveaux circuits de commercialisation (internet)

Menaces

- Les évolutions liées au changement climatique, qui posent de multiples questions (choix des essences, définition des itinéraires sylvicoles, maîtrise des risques sanitaires, ...) et constituent un défi majeur pour les décennies à venir
- Des dépérissements forestiers parfois difficiles à anticiper, liés à des épisodes climatiques (canicule de 2003 sur le hêtre, le sapin et l'épicéa) ou à des agents pathogènes (chalarose du frêne)
- La recherche d'un équilibre sylvo-cynégétique dans l'impasse au sein de certains massifs, qui impacte la ressource avec une baisse des volumes mobilisés et mobilisables et une diminution des qualités des bois récoltés
- Une tendance lourde à l'export de la ressource feuillue sur certains territoires sous forme de grumes, au détriment de la transformation locale
- Dans le massif des Vosges, une ressource résineuse en régression, remplacée par des feuillus
- Un manque de débouchés dans les feuillus pour des bois d'œuvre de faible qualité (notamment dans le hêtre)
- Des sciages de feuillus en perte de vitesse (perte de marchés, difficultés d'approvisionnement,...)
- Une pression concurrentielle des pays émergents sur l'industrie lourde, qui pâtit d'un déficit de compétitivité
- Des centres de décision et de recherche industrielle qui tendent à quitter la région (ameublement, papetiers,...)

- Une évolution des modes de consommation, avec une perte des débouchés traditionnels notamment dans l'ameublement,
- Le développement croissant du bois énergie, qui a toute sa place au plan économique et de la lutte contre le changement climatique, mais qui nécessite une approche attentive face aux enjeux d'optimisation de l'usage de la ressource et de prévention des conflits d'usage
- Une pyramide des âges vieillissante, qui peut être problématique sur certains secteurs
- Une faible dynamique des projets de reprises ou de transmissions d'entreprises
- La forte disparité territoriale de recours à deux modèles différents de commercialisation des bois (la vente de bois sur pied aux exploitants, la vente de bois façonnés par les propriétaires à travers des contrats)
- Une filière peuplier importante mais menacée par le déclin amorcé de la ressource et un manque vital d'entreprises de transformation
- Une attention du public de plus en plus centrée sur les enjeux sociétaux et environnementaux de la forêt, au détriment d'une perception plus globale intégrant également les enjeux économiques
- La perte de foncier forestier sur certains territoires
- Des innovations techniques, commerciales et marketing insuffisantes
- Un développement des circuits courts qui doit se faire en regard de la réalité économique des marchés
- La baisse des prix des énergies fossiles
- L'importance du réseau de commercialisation « gris » du bois-bûche
- Le recours aux travailleurs détachés, notamment pour les travaux forestiers et dans le bâtiment.

—